



Publié le 24/05/2022 20:22 Mis à jour le 24/05/2022 21:47

Temps de lecture : 7 min.



Damien Abad, ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, à l'Élysée, le 25 mai 2022. (MAXPPP)

Le site d'investigation a interrogé vendredi les services de la Première ministre, la veille de la publication de son enquête visant le nouveau ministre des Solidarités. Selon les informations de franceinfo, Matignon a bien pris connaissance des demandes de Mediapart plusieurs heures avant ses révélations.

**"Ça casse un moment important de la rencontre entre Borne et les Français",** peste une députée LREM. Avant d'embrayer : *"C'est un boulet pour nous"*. Ce *"boulet"*, c'est **Damien Abad**. Révélé dans la soirée du samedi 21 mai par **Mediapart**, l'affaire qui concerne l'ex-président du **groupe LR** à l'Assemblée nationale embarrasse au plus haut point la majorité. Car l'ancien parlementaire a fait son entrée au gouvernement en tant que ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, la veille des révélations du site d'investigation.

Or, Damien Abad a fait l'objet d'une plainte pour viol, pour des faits datant de 2011 et classée sans suite en 2017, a révélé Mediapart. L'ex-ténor de la droite est également visé par un autre témoignage, relatant là encore des faits présumés de viol qui se seraient déroulés en 2010 et envoyé le 13 mai à l'**Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique**, créé en février par plusieurs initiatrices du collectif #MeTooPolitique. Des accusations formellement **contestées par Damien Abad**, qui a clamé son innocence à plusieurs reprises. Plusieurs membres de l'observatoire affirment cependant avoir alerté des responsables de la majorité avant l'annonce du nouveau gouvernement, le 20 mai.

### La version de Matignon en question

*"Bien évidemment, je n'étais pas au courant."* En déplacement dans le Calvados où elle est candidate aux élections législatives, **Elisabeth Borne s'est exprimée pour la première fois sur cette affaire** dimanche 22 mai en fin de matinée. La Première ministre a assuré avoir *"découvert l'article de Mediapart"* la veille. *"Je n'ai pas plus d'éléments que le fait que l'affaire a été classée sans suite"*, a-t-elle expliqué devant la presse. *"Je vais être très claire : sur tous ces sujets de harcèlement, d'agressions sexuelles, il ne peut y avoir aucune impunité"*, a prévenu la nouvelle cheffe du gouvernement. Contacté par franceinfo, Matignon est formel : *"La Première ministre a été très claire, elle a découvert le détail des faits reprochés à Damien Abad dans l'article de Mediapart."*

Pourtant, un élément important met en doute les affirmations de la Première ministre. Marine Turchi, la journaliste de Mediapart à l'origine des révélations sur Damien Abad, affirme à franceinfo qu'elle a contacté par téléphone le service de presse de Matignon vendredi, en fin de journée. Elle a alors expliqué à son interlocuteur qu'elle terminait une longue enquête sur l'ex-LR. Peu avant 20 heures – à 19h43 précisément –, elle a envoyé un mail à l'adresse presse de Matignon avec plusieurs questions, notamment sur la plainte pour viol déposée en 2017. Sont également évoqués *"le comportement de Damien Abad avec des collaboratrices"* et une discussion entre lui et un autre responsable des Républicains à ce sujet, en novembre 2020, selon le mail que franceinfo a pu consulter. Des éléments matériels qui, pour Marine Turchi, battent en brèche la version de Matignon.

**"Ils ne peuvent pas dire, dimanche matin, qu'ils découvrent les choses avec l'article de Mediapart, c'est complètement faux."**

Marine Turchi, journaliste à Mediapart, à franceinfo

La journaliste a relancé le service de presse de Matignon, toujours par mail, samedi matin peu avant 10 heures. Mais elle n'a pas obtenu davantage de réponse. Selon nos informations, les mails de Mediapart ont bien été lus par l'entourage de la Première ministre, mis au courant des accusations visant Damien Abad avant la publication de l'article, samedi vers 21 heures.

A quel moment précis Elisabeth Borne a-t-elle été alertée ? Le timing n'est pas clair, mais c'était là aussi avant la publication de l'enquête du média d'investigation. Néanmoins, le détail des accusations visant le ministre des Solidarités n'a été connu dans les couloirs de Matignon qu'à la lecture de Mediapart. Autre élément notable : la demande de Mediapart est arrivée après **l'annonce du nouveau gouvernement**, qui a lieu sur le perron de l'Élysée vendredi vers 16h30.

### Un mail passé inaperçu

En réalité, d'autres alertes concernant Damien Abad semblent ne pas être remontées à Matignon avant cette annonce. L'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique assure avoir envoyé un signalement par mail dès le lundi 16 mai. Selon Fiona Texeira, cofondatrice de cette structure, ce premier courrier a été adressé à plusieurs cadres de la majorité : Stanislas Guerini, délégué général de La République en marche (désormais entré au gouvernement), Christophe Castaner, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, et Béangère Couillard, députée macroniste de Gironde. Aurélien Pradié, député LR du Lot et secrétaire général du parti, a également été contacté.

*"Les victimes nous ont demandé de contacter LR et LREM,* explique à franceinfo Fiona Texeira. *On a utilisé les adresses mail de l'Assemblée nationale et on n'a pas reçu de messages d'erreur.*" Les entourage des destinataires de ces mails assurent pourtant ne pas avoir reçu ce premier signalement, même après vérification. Dans ce mail intitulé *"Personnel et confidentiel – transmission d'un signalement"*, envoyé le 16 mai à 18h41 et que franceinfo a pu consulter, les destinataires sont masqués. Trois jours plus tard, jeudi à 14h21, ce premier mail a été transféré sur les adresses électroniques professionnelles de Christophe Castaner, Béangère Couillard et Stanislas Guerini, ainsi qu'à l'adresse personnelle de ce dernier. *"Il n'utilise jamais cette adresse"*, explique l'un de ses proches.

Ce mail est donc passé totalement inaperçu chez les trois députés de la majorité. Il est par exemple arrivé dans les messages indésirables de la boîte de réception de Christophe Castaner, selon son entourage.

**"Il a été envoyé avec des conditions qui font que c'est passé directement dans les spams."**

L'entourage de Christophe Castaner, à franceinfo

L'ancien ministre de l'Intérieur n'a finalement découvert l'affaire qu'au travers des questions que Mediapart lui a posées vendredi soir. Le patron des députés de la majorité en a informé le procureur dans la foulée.

Du côté de Stanislas Guerini, c'est sensiblement la même histoire. Le mail, qui cette fois n'a pas atterri dans les spams, n'a été découvert qu'au moment où Mediapart a écrit sur ce sujet à l'ex-patron de LREM, vendredi après-midi. Son entourage argue du fait que ce dernier *"reçoit des milliers de mails"* et que sa boîte *"n'est pas relevée en permanence"*. De surcroît, *"l'actualité politique était intense durant ces deux jours"*, poursuit-on, tout en s'étonnant qu'aucun coup de fil n'ait été passé pour s'assurer de la réception du mail.

Enfin, Béangère Couillard a affirmé au journal *Sud Ouest* ne pas avoir reçu de mail de la part de l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique au sujet de Damien Abad. Et ce, en dépit d'une capture d'écran dudit message consultée par franceinfo et qui contient bien l'adresse électronique de la députée.

### "La prochaine fois, on leur enverra un fax"

Au-delà de ces considérations techniques, la majorité critique la méthode employée par l'association. *"Même si on avait vu le mail, ce sont des délais très courts pour répondre, se défend-on dans les rangs LREM. C'est une hypocrisie de dire qu'elles n'ont pas pu avoir de réponse. Et il y avait de toute façon une volonté d'alerter la presse. Le timing a fait l'objet d'une instrumentalisation politique."*

**"Dans l'urgence, il y a des moyens plus simples qu'envoyer un message par mail. Les journalistes, quand ils ont un message à nous faire passer, ils nous envoient un SMS."**

Une cadre LREM, à franceinfo

*"Ils sont en train de dire qu'on n'a pas eu la bonne méthode, mais nous aimerions bien qu'il y ait une méthode ! La prochaine fois, on leur enverra un fax"*, raille Fiona Texeira, qui poursuit : *"Il faudrait étendre les missions de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour qu'elle soit contactée pour ces sujets-là. Aux responsables, aussi, de se rendre disponibles et de s'organiser pour écouter les victimes."*

*"Ce n'est pas mal fait à mes yeux, mais ce processus pourrait bien sûr être expertisé de l'extérieur"*, concède un parlementaire, embarrassée par cette affaire : *"Même s'il est inacceptable que la présomption d'innocence ne soit pas respectée, tout le monde aurait préféré se passer de ça..."* Chez LREM, on insiste aussi sur le fait que l'affaire Damien Abad n'aurait pas pu faire l'objet d'une saisine de la cellule d'alerte, compétente sur ce genre de faits, car ce dernier n'est pas adhérent du mouvement présidentiel. Adressé vendredi au parquet de Paris par Christophe Castaner, le signalement concernant le nouveau ministre était toujours en cours d'examen, mardi 24 mai.

[Voir les commentaires](#)

Partager :

## actualités • analyses • vidéos

### Prolongez votre lecture autour de ce sujet

tout l'univers Gouvernement d'Elisabeth Borne

### Les sujets associés

- Gouvernement d'Elisabeth Borne
- Politique
- Les choix de la rédaction

### Vu d'Europe

Franceinfo sélectionne chaque jour des contenus issus de médias audiovisuels publics européens, membres de l'Eurovision. Ces contenus sont publiés en anglais ou en français.

### Contenus sponsorisés

### COMMENTAIRES :

Connectez-vous à votre compte franceinfo pour participer à la conversation.

[Voir les commentaires](#)

**• toute l'actu dès 7h30**

adresse email

[s'abonner](#)

France Télévisions utilise votre adresse email afin de vous adresser des newsletters. Pour exercer vos droits, contactez-nous. Notre politique de confidentialité



le live

direct tv

direct radio

Soyez alerté(e) en temps réel avec l'application franceinfo :

App store Play store

[Télécharger l'application](#)

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Gérer mes traceurs

Nous contacter

Qui sommes-nous?

Charte déontologique

Devenir annonceur

Recrutement